

Située à Paris, c'est un lieu unique au monde Maison des Journalistes : la liberté de la presse à demeure

Ils sont une quarantaine, en exil et souvent menacés de morts, à s'installer chaque année dans les murs de la MDJ. Reste que l'association gérant ce lieu ne cache pas une situation financière fragile.

C'est une ancienne fabrique de brosses mise à disposition par la Ville de Paris. Rien ne permet d'identifier de l'extérieur ce bâtiment trapu du XV^e arrondissement sauf, parfois, une exposition de photos de presse qui donne vie à sa façade. Créée en 2002, la Maison des Journalistes a accueilli depuis cette date plus de 320 journalistes de 60 pays contraints à l'exil, souvent menacés de mort, juste pour avoir voulu exercer honnêtement leur métier dans leur propre pays. Des menaces trop souvent mises à exécution, comme le rappelle la plaque en mémoire d'Anna Politkovskaïa qui veille sur le hall d'entrée.

Ils sont une quarantaine à passer chaque année par la MDJ. « Depuis le début de la crise syrienne, les journalistes de ce pays sont nombreux parmi les résidents, mais nous accueillons aussi en ce moment des journalistes afghans, burundais, irakiens, iraniens, bengladais... une ouzbèke, un yéménite, un soudanais... », précise

Darline Cothière, la directrice de l'association gérant la Maison des Journalistes, intervient notamment devant des élèves pour les sensibiliser à ces questions (photo Maison des Journalistes).



Darline Cothière, qui dirige l'association gérant la MDJ, aidée par une petite équipe de permanents et de nombreux bénévoles.

Faciliter l'accès aux droits

« Certains arrivent en France avec un statut de demandeur d'asile. D'autres non, et nous les accompagnons aussitôt dans leurs démarches auprès de l'Ofrpa (1) pour faire reconnaître leur statut de réfugié politique, ce qui peut demander deux à quatre mois ». Les journalistes sont pris en charge par la MDJ pour une période de six à huit mois durant laquelle ils sont logés, et bénéficient d'une aide matérielle directe pour l'alimentation et le transport. La MDJ les accompagne aussi dans l'accès aux droits sociaux : inscription à Pôle emploi, démarches auprès de la Caf, cours de français, aide psychologique si le journaliste en éprouve le besoin... « Nous sommes aussi en relation avec d'autres structures d'hébergement pour nous assurer qu'ils auront une solution d'hébergement quand ils quitteront la MDJ ».

Des liens plus privilégiés se sont naturellement créés avec certains médias à forte couverture de l'actualité internationale. Les journalistes résidents à la MDJ y interviennent parfois pour commenter l'actualité de leur pays d'origine et apportent alors une forte valeur ajoutée à l'information. Depuis peu, une convention signée avec l'AFP permet à quelques-uns d'y faire un stage. Une façon de continuer un peu à exercer leur profession, puisque la majorité ne peut pas travailler... « Mais même si nous favorisons les contacts, nous évitons aussi de faire naître trop d'espoirs car les perspectives d'engagement en France sont très minces, et il faut parfois envisager une reconversion professionnelle ». Surtout quand un conjoint, des enfants sont encore là-bas, que le journaliste espère faire venir.

Une campagne « Renvoyé spécial »

L'espoir du retour au pays persiste malgré tout, même lointain. Et certaines histoires finissent bien. Un ancien résident ivoirien de la MDJ a pu ainsi rentrer après la chute de Laurent Gbagbo et dirige aujourd'hui un grand groupe de presse de Côte d'Ivoire. Idem pour un journaliste tunisien rentré après la chute de Ben Ali.

La MDJ mène aussi un travail de sensibilisation à la liberté de la presse et à la liberté d'expression, précise Darline Cothière : « Nous le faisons depuis plusieurs années, mais depuis les événements de Charlie et de novembre, nous avons décidé de renforcer cette action auprès des jeunes, désormais inscrite dans nos statuts. D'où la campagne « Renvoyé spécial » menée avec le Clemi (2) : des journalistes en exil, résidents de la MDJ, vont à la rencontre des jeunes d'un lycée, pour y témoigner de leur expérience, et dialoguer avec eux sur l'importance, les enjeux de la liberté de la presse ».

À la recherche de ressources

Bénéficiant du soutien actif de nombreuses organisations professionnelles, d'associations du monde des médias et de plusieurs titres ou groupes de presse, dont certains « parrainent » l'une des 14 chambres mises à disposition des journalistes en exil, la MDJ n'en a pas moins une situation financière fragile. La moitié de ses ressources provient de la générosité des médias qui la soutiennent, mais la crise qui frappe la presse française n'est pas sans incidence sur leur aide.

Des partenaires internationaux comme le Comité pour la protection des journalistes ou français comme la Scam, la Ville de Paris ainsi que les adhésions à l'association participent à son financement. Elle perçoit aussi une subvention annuelle du Fami, le Fonds européen pour l'asile et les migrations, qui la co-finance pour 30 %, mais avec des règles comptables kafkaïennes qui engendrent des retards de versements atteignant parfois plusieurs années... « Du coup, nous essayons de trouver d'autres sources de financement. Et régulièrement, nous faisons appel aux dons, en direction du grand public, mais aussi auprès des journalistes. Après tout, c'est d'abord la solidarité confraternelle qui a guidé la création de cette maison... ».

Martine LOCHOUARN

1) L'Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides est l'organisme public qui gère le droit d'asile.

2) Le Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information organise notamment la semaine de la presse à l'école.



La Maison des Journalistes organise régulièrement des expositions de photo de presse sur sa façade comme celle-ci réalisée à partir du travail de Muzaffar Salman et consacrée à Alep en Syrie (photo Philippe Rochot).

Koshraw Mani : « Une vie pour moi »

Ce journaliste afghan de 29 ans est arrivé à Paris en septembre dernier.

Encore étudiant à l'université de Kaboul, Koshraw Mani travaille dès 2009 pour le journal *La Voix des Etudiants*. Ses sujets : la démocratie, la société civile, les droits des femmes... « des sujets un peu étranges pour les Afghans, pour un pays comme le nôtre, en conflit permanent ». Ses études terminées, il devient reporter à Radio Liberty (Radio Free Europe) sur des sujets politiques, culturels, sociaux... et les conséquences des attentats suicides des talibans sur la vie quotidienne des Kabouliis. En septembre 2012, comme déjà d'autres confrères de sa radio, Koshraw est matraqué un soir par deux motocyclistes. Il quitte peu après Radio Liberty, puis travaille en freelance pour des magazines culturels, politiques, et pour la BBC persane. En mars 2015, en plein Kaboul, une jeune fille est lynchée par la foule soit disant pour avoir brûlé le coran, et son corps brûlé jeté dans la rivière. Koshraw, dans un article, dénonce la responsabilité des talibans et des extrémistes revenus en force à Kaboul, avec la complicité du gouvernement. Un article qui lui vaut nombre de menaces de mort. Egalement écrivain, il publie peu après un roman critique envers l'islam et son modèle social, culturel, politique.

« Assumer ma responsabilité de jeune éduqué »

« Dès lors, ma vie était en danger. Le 29 août 2015, j'ai été attaqué et frappé par une dizaine d'hommes dans

deux voitures, talibans, extrémistes ou sbires du gouvernement, je ne sais pas exactement. J'ai pu crier, me réfugier dans une mosquée proche où des gens m'ont aidé, mais j'ai passé la nuit à l'hôpital. C'est alors qu'avec ma mère, ma femme et ma soeur, nous avons décidé de fuir ».

Des passeurs, moyennant paiement, les feront sortir du pays. « Après ma fuite d'Afghanistan, dix journalistes afghans ont été tués, sans qu'aucune enquête soit ouverte ».

Arrivé à Paris, Koshraw rencontre par hasard une amie afghane, qui le dirige vers la Maison des Journalistes où il réside depuis cinq mois. Et depuis une semaine, il a son statut de réfugié. L'apport de la MDJ ? « L'hébergement bien sûr, mais aussi l'aide juridique, administrative, le soutien... Et c'est aussi ici que je reçois les nouvelles de mes proches ».

Pour autant, l'avenir n'est pas si radieux. « Après l'optimisme des premiers jours, je suis plus nuancé. La situation en France est déjà difficile pour les journalistes français, même diplômés. Cela risque d'être encore plus dur pour moi ». D'autant qu'il y a le journalisme, mais pas seulement dans sa vie. « L'Afghanistan est dans une situation terrible, et le journalisme c'était aussi pour moi, une façon d'assumer ma responsabilité de jeune éduqué envers mon pays. J'espère, si c'est possible, travailler à court terme comme journaliste. Mais en même temps, je viens de finir mon dernier roman et j'envisage plus désormais mon avenir en France comme écrivain. Je veux aussi faire une vie pour moi ».

M.L.

« L'espoir malgré tout »

Elyse Ngabire vit en France depuis septembre 2015. Auparavant, cette journaliste burundaise de 39 ans, mère de trois enfants, travaillait pour *Iwacu - « Chez Nous »*, un hebdomadaire d'information générale considéré comme le dernier média indépendant du Burundi, dont elle dirigeait le service politique depuis 2009. Premières alertes en 2010 : les élections sont contestées par l'opposition qui dénonce des fraudes, et les médias privés comme *Iwacu* accusés par le pouvoir de soutenir cette opposition. Lors d'une rencontre avec un opposant emprisonné, elle est arrêtée et détenue pendant 48 heures.

Nouvelles élections en août 2015. Le président Pierre Nkurunziza, en violation de la constitution et des accords d'Arusha, entame un troisième mandat. Elyse Ngabire titre un article sur la fin du dialogue national auquel Nkurunziza s'était engagé. « Dans les jours qui suivent, des agents de renseignement commencent à surveiller mon domicile, des individus questionnent mes voisins... Le 15 septembre, des policiers bloquent ma rue et pénètrent chez moi ».

Par chance elle est absente. Prévenue, elle ne rentrera plus. Cachée, elle contacte l'ambassade de France, la Coopération suisse... et débarque quelques heures plus tard à Paris. « Des amis journalistes burundais dans la même situation étaient déjà hébergés à la Maison des Journalistes. J'ai fait ma demande, qui a été acceptée, et obtenu peu après mon statut de réfugiée », explique Elyse.

La plupart des opposants burundais sont aujourd'hui en exil. « Je continue à envoyer des articles à *Iwacu*. Nous espérons créer une association, « *Iwacu Europe* » qui serait une déclinaison d'*Iwacu* pour les Burundais en exil, éditerait des livres... À la Maison des Journalistes, j'ai aussi rencontré des journalistes exilés afghans, syriens, irakiens... Cela donne une vision de la liberté de la presse dans le monde, et de l'espoir malgré tout, parce que vous n'êtes pas seul à vivre ce cauchemar... ».

Il n'y a pas de perspectives d'évolution proche de la situation au pays, ni de retour. Maintenant que j'ai le statut de réfugiée, je ne peux plus laisser mes enfants au pays, chez mes parents, car il ne sont plus en sécurité. Je voudrais les faire venir, mais comme les familles ne peuvent pas être accueillies par la MDJ, il faudra d'abord que je trouve un logement... ».